

Communiqué de presse, 13 juin 2016 : Reprise de l'évacuation insensée du Foyer Frank-Thomas et chantage au bunker.

Dès ce mardi 14 juin, l'évacuation des résident.e.s du foyer Frank-Thomas doit reprendre. Neuf personnes ont reçu une lettre annonçant leur déménagement moins d'une semaine à l'avance. Lors d'une entrevue le jeudi 28 mai, Mauro Poggia s'était pourtant engagé à suspendre ces transferts jusqu'à clarification de la situation de la parcelle et à communiquer avec les résident.e.s et le collectif Perce-Frontières. Aucun de ses engagements n'a été tenu : plusieurs habitantes du foyer ont dû déménager malgré la suspension annoncée, aucune clarification n'a été apportée sur les raisons qui pousseraient les autorités à détruire Frank-Thomas alors que des centaines de personnes vivent toujours sous-terre dans des bunkers, et M. Poggia a décidé de rompre le dialogue avec le collectif Perce-Frontières et les résident.e.s.

Le collectif Perce-Frontières conteste une fois encore les décisions de l'Hospice général et de M. Poggia. Les résident.e.s, dont certain.e.s sont locataires de l'Hospice général, s'opposent quant à eux.elles par la voie légale à leur transfert, soutenus dans leur démarche par l'ASLOCA, laquelle avait obtenu l'assurance de l'Hospice général du respect des droits des personnes logées il y a quelques années pour des cas déjà liés au foyer Frank-Thomas. La Coordination asile dénonce quant à elle la manière dont le déménagement est effectué et le manque manifeste d'anticipation qui a prévalu.

Alors que M. Poggia s'est engagé durant l'été 2015 à fermer les bunkers d'ici la fin de l'années 2016, ils sont aujourd'hui brandis comme une menace pour justifier le transfert immédiat des habitant.e.s. S'ils n'acceptent pas de déménager dès aujourd'hui, il n'auront plus que des places sous-terre fin 2016 à l'issue du bail du foyer Frank-Thomas. Les autorités avouent donc que, bien loin de trouver des solutions pour faire cesser l'hébergement en abris PCi, elles attendent une dégradation de la situation. Elles s'approprient donc à remplir le foyer Appia, ouvert grâce au mouvement No Bunkers pour vider les abris Pci, avec les résident.e.s d'un autre foyer qu'elles vont raser.

Les clarifications attendues de M. Poggia quant aux raisons de la destruction du foyer Frank-Thomas n'ont jamais été apportées. Alors que le bail de l'Hospice général court jusqu'à fin 2016, tout laisse à penser qu'il pourrait aisément être prolongé sans gêner les chantiers en cours sur la parcelle. Une fois encore, les personnes en exil font les frais de l'absence de volonté politique de les accueillir et héberger dignement à Genève.

Le collectif Perce-Frontières dénonce le chantage aux bunkers que subissent les habitant.e.s de Frank-Thomas.

Il exige l'annulation immédiate des transferts en cours des résident.e.s du Foyer Frank-Thomas et exige que des solutions de relogement qui ne péjorent pas les conditions d'existence de personnes en exil accompagne tout déménagement.

Il est inacceptable de détruire un centre d'hébergement hors-sol quand des centaines de personnes vivent sous-terre, et alors que l'Hospice général recherche des milliers de places d'accueil. **Pas de destruction de foyer tant qu'il y aura des bunkers !**

Rendez-vous **mardi 14 juin et jeudi 16 juin à 8h**, 6 ch. Frank-Thomas devant le foyer pour soutenir les résident.e.s contre leur évacuation.

Le collectif Perce-Frontières
Contact : 078.819.78.88 078.740.47.26